

Déclaration du Comité national pour la solution du problème franco-marocain (Paris, 27 septembre 1955)

Légende: Le 27 septembre 1955, le Comité national pour la solution du problème franco-marocain dénonce ceux qui essaient de saboter les efforts pour ramener le calme au Maroc et appelle les ministres, parlementaires et tous les Français à lutter pour faire renaître l'amitié entre le peuple marocain et français.

Copyright: (c) Archives Nationales d'Outre-Mer, Aix-en-Provence

Avertissement: Ce document a fait l'objet d'une reconnaissance optique de caractères (OCR - Optical Character Recognition) permettant d'effectuer des recherches plein texte et des copier-coller. Cependant, le résultat de l'OCR peut varier en fonction de la qualité du document original.

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/declaration_du_comite_national_pour_la_solution_du_prob
leme_franco_marocain_paris_27_septembre_1955-fr-5cf541c6-4b1e-4d4c-bd40-
9ed3cfoe89d5.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_du_comite_national_pour_la_solution_du_prob
leme_franco_marocain_paris_27_septembre_1955-fr-5cf541c6-4b1e-4d4c-bd40-
9ed3cfoe89d5.html)



Date de dernière mise à jour: 01/03/2017

Avec nos amis

LE COMITE NATIONAL POUR LA SOLUTION DU PROBLEME FRANCO-MAROCAIN

s'est abstenu pendant ces derniers mois de toute manifestation de nature à gêner l'action du Gouvernement en ce qui concerne le Maroc. Aujourd'hui où il est avéré qu'un groupe de factieux se substitue au Gouvernement dans la conduite des affaires marocaines, le Comité a le devoir l'alerter l'opinion :

Après les consultations d'Aix-les-Bains, un Plan avait été adopté par le Gouvernement et était de nature à ramener le calme au Maroc. Il comportait essentiellement 4 points :

- départ de Sidi Mohammed ben Arafat
- institution d'un Conseil du Trône
- constitution d'un Gouvernement marocain représentatif
- retour de Sidi Mohammed ben Youssef en France.

Quinze jours après la date fixée par le Gouvernement, ce Plan n'a pas été appliqué. Chez les Marocains, les espérances de ces dernières semaines risquent de faire place à une déception lourde de périls. Déjà, les attentats reprennent.

Si ce Plan n'a pas été appliqué, c'est parce qu'un véritable complot a réuni, par le faire échouer, des Ministres, des parlementaires, des hauts-fonctionnaires, des généraux, des hommes d'affaires, des journalistes et des représentants abusifs des Français du Maroc. Ces champions de la "présence française par la force" absolument ignorants de l'évolution des peuples, sont directement et personnellement responsables de la reprise du terrorisme et de toutes ses conséquences possibles. L'histoire, et pour certains leurs électeurs ou leurs juges, leur demanderont compte des pertes de vies et de biens français et marocains que leur aveuglement ou leur puérile volonté de puissance met gravement en danger.

Les Français électeurs, mobilisables et contribuables, et qui ne sont évidemment ni Yousseffistes, ni Arafistes, savent qu'une politique de force au Maroc est à la fois anachronique, inconstitutionnelle, immorale, impossible matériellement, diplomatiquement et politiquement, et par-dessus le marché absolument inefficace. Ils n'acceptent pas de se voir conduits à faire au Maroc une nouvelle guerre d'Indochine qu'alimenteraient des mobilisations
servées, décidées sans accord du Parlement.

Le Comité appelle les Ministres, les Parlementaires, et tous les Français qui veulent sauver au Maroc les véritables intérêts de la France, les vies, les libertés et les intérêts de nos compatriotes installés dans le pays

à lutter vigoureusement

- pour une politique de libre coopération
 - et d'abord, pour liquider, selon le Plan d'Aix-les-Bains, les obstacles accumulés depuis Août 53 et renforcés ces jours derniers par le complot.
- Les comédies indécentes qui se déroulent à Rabat compromettent inutilement Sidi Mohammed ben Arafat dont le départ est nécessaire et certain et ridiculisent à la fois, aux yeux du monde entier et notamment de 400 millions de musulmans, le Gouvernement, le Représentant de la France, les Français qui se font les agents dociles ou aveugles du complot et les quelques Marocains qui en sont les complices ou les victimes.

Il est proprement intolérable que le Gouvernement laisse détruire ainsi, par des criminels ou par des sots, les chances de la France au Maroc et l'amitié fructueuse qui doit naître entre nos deux peuples.

PARIS. 27.IX.55
5, Rue Lamartine IX^e